

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Le budget fédéral contraint par la hausse des dépenses obligatoires

Le gouvernement brésilien a annoncé un nouveau gel de crédits de 22,1 Mds BRL (3,8 Md EUR), portant à 23,7 Mds BRL (4 Md EUR) les dépenses bloquées en 2026. La mesure reflète moins une insuffisance de recettes qu'une contrainte liée à la progression des dépenses obligatoires, sous le plafond prévu par le cadre budgétaire fédéral.

Un nouveau paquet fédéral pour réduire l'empreinte des factions criminelles

Le gouvernement brésilien a annoncé un programme de 11,1 Md BRL (1,9 Md EUR) contre le crime organisé, combinant crédits fédéraux et financements BNDES. Au-delà du volet sécuritaire, le plan vise à affaiblir les circuits financiers, carcéraux et logistiques des factions, dont le coût économique pèse lourdement sur l'activité et l'investissement.

Le Brésil revoit ses prévisions sur fond de crise géopolitique

Le gouvernement brésilien revoit à la hausse ses anticipations d'inflation pour 2026 et 2027, sans modifier son scénario de croissance. Cette révision, liée au choc géopolitique au Moyen-Orient et à la hausse des matières premières, accentue l'écart entre le cadrage officiel, les prévisions de marché et celles des organisations internationales.

Graphique de la semaine : Evolution des recettes fiscales fédérales

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0,5%	+9,2%	175 367
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-3,2%	-12,9%	120
Taux de change USD/BRL	+1,0%	-6,6%	5,08
Taux de change €/BRL	+1,4%	-7,5%	5,91

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 25 05 2026

LE CHIFFRE A RETENIR :

0,805

L'Indice de Développement Humain (IDH) brésilien en 2024, en hausse pour la 3^{ème} année consécutive.

Source : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Actualités macro-économiques & financières

Le budget fédéral contraint par la hausse des dépenses obligatoires

Le gouvernement brésilien annoncé le blocage de 22,1 Mds BRL (3,8 Md EUR) supplémentaires de dépenses discrétionnaires, confirmant la pression croissante des dépenses obligatoires sur l'exécution budgétaire 2026. Ce gel porte à 23,7 Mds BRL (4 Md EUR) le total des crédits bloqués depuis le début de l'année, après un premier blocage de 1,6 Md BRL (0,2 Md EUR) annoncé en mars. La mesure vise à respecter le plafond de dépenses prévu par le nouveau cadre budgétaire (*arcabouço fiscal*) et non à corriger un manque de recettes. La dynamique de recette étant bonne, la projection de résultat primaire ajusté conserve une marge de 4,1 Mds BRL (0,7 Md EUR) par rapport au seuil inférieur de la cible budgétaire (résultat primaire ajusté nul).

Ce blocage résulte principalement de la révision à la hausse des dépenses de sécurité sociale. Par rapport à l'an dernier, les dépenses primaires soumises au plafond progressent de 22,1 Mds BRL, tirées par le Bénéfice de prestation continue (allocation versée aux personnes âgées ou handicapées à faibles revenus), dont la prévision augmente de 14,1 Mds BRL (2,4 Md EUR), et par les prestations du régime général de retraite, relevées de 11,5 Mds BRL (2 Md EUR). Cette hausse est seulement

partiellement compensée par une baisse de 3,8 Mds BRL (0,6 Md EUR) de la prévision de dépenses de personnel. Les dépenses soumises au plafond atteindraient ainsi 2 416,4 Mds BRL, contre une limite autorisée de 2 392,7 Mds BRL.

Le ministre du Plan, Bruno Moretti, a indiqué que le blocage devrait être réparti proportionnellement entre les organes budgétaires afin d'éviter une concentration excessive sur un seul ministère. Après publication du décret, les administrations disposeront de cinq jours ouvrables pour indiquer les programmes à bloquer. Selon le Service d'Analyse Budgétaire du Sénat, le gel devrait se répartir entre 5 Mds BRL (0,9 Md EUR) d'amendements parlementaires et 18,7 Mds BRL (3,2 Mds EUR) d'autres dépenses discrétionnaires. L'ajustement pèsera ainsi directement sur les marges de fonctionnement et d'investissement du pouvoir exécutif.

La situation budgétaire reste compatible avec la cible 2026, mais uniquement après ajustements comptables. Le rapport bimestriel de mai projette un déficit primaire du gouvernement central de 60,3 Mds BRL (10,3 Mds EUR), soit 0,44 % du PIB, avant déductions. Après exclusion de 64,4 Mds BRL (11,0 Mds EUR) de dépenses, notamment les *precatórios*¹, le résultat primaire ajusté ressortirait positif de 4,1 Mds BRL. Ce niveau reste très inférieur à la cible centrale inscrite dans la Loi de directives budgétaires (LDO), fixée à un excédent primaire de 34,3 Mds BRL, soit 0,25 % du PIB mais demeure toutefois compatible avec l'objectif budgétaire, la bande de tolérance autorisant un résultat compris entre 0 % et 0,5 % du PIB.

¹ Les *precatórios* sont des dettes de l'État résultant de décisions judiciaires définitives, que les

administrations publiques doivent inscrire dans leur budget et payer.

S'agissant des recettes la dynamique reste favorable, notamment grâce au pétrole. En avril, les recettes fédérales ont atteint un record de 278,8 Mds BRL (47,5 Mds EUR), en hausse réelle de 7,82 % sur un an. Depuis le début de l'année, la collecte fiscale s'est élevée à 1 050 Mds BRL (178,8 Mds EUR), soit +5,41 % en termes réels. Les recettes liées au pétrole et au gaz ont fortement contribué à cette performance, avec une hausse de 541 % en avril à 11,4 Mds BRL (1,9 Md EUR) et de 264 % depuis le début de l'année, à 40,2 Mds BRL (6,8 Mds EUR).

Un nouveau paquet fédéral pour réduire l'empreinte des factions criminelles

Le gouvernement brésilien a lancé le 12 mai le programme Brésil Contre le Crime Organisé, doté de 11,1 Md BRL (1,9 Md EUR). Ce plan se compose d'un paquet d'investissements directs mobilisables dès 2026, à hauteur de 1,06 Md BRL (181 M EUR) ainsi que de 10 Md BRL (1,7 Md EUR) de ligne de financements via la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) pour les États et municipalités adhérents. L'essentiel du paquet repose de fait sur une capacité d'emprunt via la BNDES, qui prend la forme d'un mécanisme de financement décentralisé plutôt que d'une dépense immédiate du Gouvernement Fédéral.

Encadré par un décret présidentiel et quatre arrêtés ministériels, ce plan d'action vise une transformation structurelle de la lutte contre le crime organisé par le biais d'une stratégie d'intégration fédérale, en conditionnant l'accès aux ressources à l'adhésion des entités fédérées et à la mise en œuvre coordonnée des actions.

Cette architecture de mise en œuvre traduit le changement d'échelle dans le cadre de la lutte contre le crime organisé au Brésil. Il ne s'agit plus seulement de contenir la violence, mais également de désorganiser les structures économiques, carcérales et logistiques qui permettent aux factions criminelles de fonctionner comme des groupes économiques parallèles.

L'enjeu macroéconomique est majeur en raison du poids du crime organisé sur l'économie brésilienne. En effet, le coût total direct et indirect du crime organisé au Brésil serait compris entre 10% et 14% du PIB, soit entre 1000 et 1500 Md BRL par an (171 à 256 Md EUR) selon les estimations de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de l'Institut Brésilien de recherche en économie appliquée (Ipea). De leur côté, les seuls coûts directs du crime organisé (sécurité privée, dépenses publiques de police et de justice) représenteraient entre 3,8% et 5,9% du PIB.

Pour les entreprises, le crime fait office d'« impôt caché » puisque près de 1,7% du PIB serait consacré aux dépenses de protection, au détriment de la productivité et de l'investissement. La logistique illustre cette surcharge, avec 10 478 vols de cargaisons en 2024 et des pertes directes estimées à 1,2 Md BRL (205 M EUR). À cela s'ajoutent les pertes liées au commerce illicite, évaluées à 468 Md BRL (80 Md EUR) en 2024, dont 140 Md BRL (24 Md EUR) de recettes fiscales non perçues.

Le paquet annoncé repose sur quatre axes opérationnels. Le principal volet, doté de 388,9 M BRL (67 M EUR), vise l'asphyxie financière des organisations criminelles, à travers le renforcement

des différentes forces de lutte contre le crime organisé et l'accélération de la saisie et de la revente des actifs criminels. Le deuxième axe porte sur le système carcéral, avec 330,6 M BRL (57 M EUR) destinés à hisser 138 établissements au standard de sécurité maximale. Les deux derniers volets ciblent l'amélioration des enquêtes sur les homicides (police scientifique, ADN), pour un montant cumulé de 346,2 M BRL (59 M EUR).

Le programme s'inscrit dans une séquence de lutte contre le crime organisé déjà engagée depuis 2025. La Lei Anti-Factions, ou Lei Raul Jungmann, entrée en vigueur en mars 2026, a renforcé l'arsenal juridique contre les organisations criminelles, avec des peines plus sévères pour les dirigeants de factions, des mécanismes élargis de blocage et de confiscation d'actifs, la création d'une base nationale de données sur les organisations criminelles et la structuration nationale des Forces Intégrées de Combat contre le Crime Organisé (FICCO).²

Sur le plan opérationnel, le ministère de la Justice a indiqué que la Police fédérale avait retiré 9,5 Md BRL (1,6 Md EUR) des mains du crime organisé en 2025 via des saisies, blocages de comptes et confiscations d'actifs. En mars 2026, une première « Opération Force Intégrée »³ avait conduit à 116 arrestations et au blocage de 97 M BRL (17 M EUR) d'actifs dans 15 États. Le lancement du nouveau programme a été accompagné, le 12 mai, d'une

nouvelle « Opération Force Intégrée » dans 16 États, avec 165 mandats de perquisition et 71 mandats d'arrêt.

Etude économique & financière

Le Brésil revoit ses prévisions sur fond de crise géopolitique

Le gouvernement brésilien a relevé ses prévisions d'inflation pour 2026 et 2027, tout en maintenant inchangées ses projections de croissance, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la hausse des prix des matières premières. Les nouvelles estimations publiées par le Secrétariat de politique économique (SPE) traduisent une dégradation des perspectives de prix, mais une résilience relative de l'activité brésilienne au regard du scénario international.

Pour 2026, la prévision d'inflation a été relevée de 3,7% à 4,5%, soit la limite supérieure de la cible de la Banque centrale (3 ± 1,5%). Le gouvernement justifie cette révision par l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur les marchés internationaux, notamment via la flambée des prix du pétrole et d'autres matières premières, qui alimente les pressions inflationnistes et la

² Les FICCO sont des task force permanentes associant polices fédérales et étatiques pour coordonner renseignement, enquêtes et opérations contre les organisations criminelles.

³ Les Operações Força Integrada sont des opérations coordonnées par le ministère de la

Justice et de la Sécurité publique, avec les FICCO, associant forces fédérales et étatiques pour exécuter simultanément des mandats contre les factions criminelles, notamment pour trafic, blanchiment et crimes connexes.

dépréciation anticipée du réal. Les prévisions pour 2027 ont également été revues à la hausse, de 3% à 3,5%.

En revanche, les projections de croissance du PIB ont été maintenues à 2,3% en 2026 et à 2,7% en 2027. Le ministère des Finances estime que l'économie devrait continuer d'être soutenue par les secteurs des services et de l'industrie, malgré un ralentissement attendu dans l'agriculture. Le scénario gouvernemental repose également sur un cycle de baisse du taux Selic à partir de 2026, même si les tensions inflationnistes récentes pourraient limiter l'ampleur de cet assouplissement monétaire.

Les nouvelles projections de la SPE contrastent avec celles du marché. Ce dernier anticipe une inflation encore plus élevée, à 5,04% pour 2026 contre 4,86% un mois auparavant, nettement au-dessus de la cible officielle. Les prévisions de croissance du marché restent également plus prudentes que celles du gouvernement, à 1,89% contre 1,85% précédemment. Dans ce contexte, les anticipations concernant le taux Selic en fin d'année ont également été revues à la hausse, de 13% à 13,25%, reflétant les doutes sur la capacité de la banque centrale à entamer rapidement un cycle de détente monétaire.

Les révisions brésiliennes interviennent dans un contexte de détérioration des perspectives mondiales. Le FMI et l'OCDE ont tous deux abaissé leurs prévisions de croissance mondiale pour 2026, en raison des conséquences économiques du conflit au Moyen-

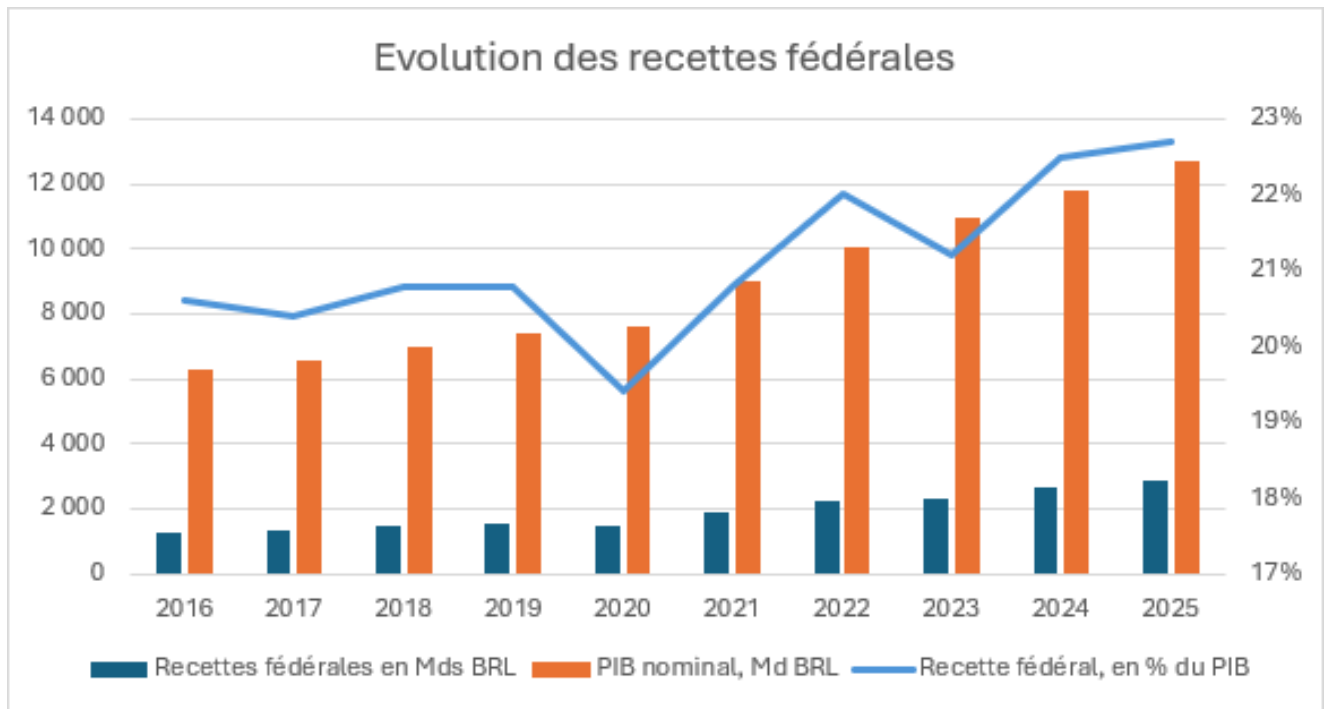
Orient et du renchérissement des coûts énergétiques. Le FMI a réduit sa projection de croissance mondiale de 3,4% à 3,1%, dans un scénario où les tensions géopolitiques se dissiperaient d'ici mi-2026. L'OCDE a également abaissé ses estimations, de 3,3% à 2,9% pour 2026.

Malgré ce contexte, le FMI a relevé sa prévision de croissance pour le Brésil en 2026, de 1,6% à 1,9%, faisant du pays l'une des rares économies émergentes à bénéficier d'une révision positive en raison de son statut d'exportateur net de matières premières. A l'inverse, l'OCDE a abaissé ses prévisions de croissance pour le pays à 1,5% en 2026, contre 1,7% auparavant, et à 2,1% en 2027 contre 2,2%, du fait de la dégradation géopolitique et de la volatilité des marchés de l'énergie.

Dans l'ensemble, les nouvelles projections de la SPE confirment une divergence croissante entre le scénario relativement optimiste du gouvernement et les anticipations plus prudentes du marché et des organisations internationales. Si le Brésil pourrait bénéficier à court terme de la hausse des prix des matières premières, la persistance des tensions inflationnistes et l'incertitude géopolitique continuent de peser sur les perspectives de croissance et sur la trajectoire future des taux d'intérêt.

* * *

Graphique de la semaine



Source : IBGE, Receita Federal

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr